

**Avec le soulèvement ouvrier et populaire au Kazakhstan.
A bas le régime capitaliste, dehors les troupes russes !**

Le soulèvement au *Kazakhstan*, que le président *Tokayev* attribue à des "terroristes" à la solde de puissances "étrangères" non précisées, a été déclenché le 2 janvier par les travailleurs de la ville industrielle de *Zhanaozen* et s'est rapidement étendu à toute la région minière occidentale de *Mangystau*. Elle possède donc une matrice de classe claire. L'été dernier, ces travailleurs avaient été les protagonistes d'une vague de grèves économiques victorieuses, qui avaient permis de doubler les salaires ; mais le doublement du prix du GPL, le principal carburant des voitures dans le pays, suite à la libéralisation des prix de l'énergie (produite localement), bien qu'à des niveaux qui seraient dérisoires en Italie (d'environ 12 à 24 centimes d'euro par litre), leur a semblé être une duperie qui effaçait ce qu'ils avaient arraché durant la lutte.

Cependant, ceci n'aurait pas conduit à une révolte aussi ouverte contre toutes les institutions de l'État si ce sentiment d'injustice sociale ne s'était pas accompagné au fil des ans d'une méfiance évidente, un véritable mépris, une haine profonde vers la classe dirigeante, des clans au pouvoir, ceci avait déjà commencé en décembre 2011 lorsque la police tira sur les travailleurs du champ pétrolier d'*Ozenmunaigas* à *Zhanaozen*, licenciés en mai (un millier d'entre eux !) à la suite d'une grève. La police tira sur les travailleurs pour dégager la place qu'ils avaient occupée, et où devait être célébrée la fête nationale : il y eut au moins 14 tués. Bien que le "père fondateur" de la république kazakhe, *Nursultan Nazarbayev*, ait tenté de prendre ses distances de ce massacre en éliminant certains fonctionnaires et son propre gendre, nombre de ceux qui ont pris part aux manifestations contre le massacre ont été arrêtés, torturés et condamnés.

Cependant, cela n'aurait pas conduit à une révolte ouverte contre toutes les institutions de l'État si ce sentiment d'injustice sociale ne s'était pas accompagné au fil des ans d'une méfiance aveugle, d'un véritable mépris, d'une haine profonde de la classe dirigeante, des clans au pouvoir, à commencer en décembre 2011 lorsque la police a tiré sur les travailleurs du champ pétrolier d'*Ozenmunaigas* à *Zhanaozen*, licenciés en mai (un millier d'entre eux !) à la suite d'une grève - ont tiré pour dégager la place qu'ils avaient occupée, où devait être célébrée la fête nationale : au moins 14 ont été tués. Bien que le "père fondateur" de la république kazakhe, *Nursultan Nazarbayev*, ait tenté de se distancier de ce massacre en démissionnant de certains fonctionnaires et de son propre gendre, nombre de ceux qui ont pris part aux manifestations contre le massacre ont été arrêtés, torturés et condamnés.

Le soulèvement ne s'est pas arrêté face au recul rapide du gouvernement, qui a immédiatement annulé les augmentations du GPL et promis des subventions alimentaires, ni face à la dissolution du gouvernement lui-même par le président *Tokayev*, avec la promesse, non nouvelle, d'un nouveau gouvernement capable d'écouter le peuple. Comme les manifestants algériens le demandent depuis deux ans, les insurgés kazakhs ne se contentent pas d'un changement de personnes, ils demandent de changer le "système" : une demande radicale même si inévitablement vague dans l'alternative proposée, puisque le mouvement manque de direction politique.

Cette fois, ils ont dit "assez", en occupant les sièges du pouvoir local, et désarmant les "forces de l'ordre" (certaines sources affirment que ces dernières ont rejoint les émeutiers) et prirent le contrôle du pouvoir local. Mais la révolte n'est restée une affaire régionale, qui aurait été plus facile à isoler et à réprimer. Ce sentiment de mépris et de haine contre un État oppresseur, contre la clique dirigeante de capitalistes et de corrompus enrichis au-delà de toute mesure (selon les calculs de

KPMG, 162 personnes, enrichies par les privatisations et les revenus miniers, possèdent 55% de toute la richesse du pays) est partagé par des millions d'habitants des grandes villes, à commencer par *Almaty* (Alma Ata), où des milliers de jeunes chômeurs sans avenir ont répondu à l'appel des travailleurs de *Zhanaozen* (avant que le gouvernement ne bloque les médias sociaux et l'internet) et se sont déversés dans le centre-ville avec des groupes de travailleurs, attaquant les palais du pouvoir, mettant le feu à l'hôtel de ville, et apparemment aussi à une tour de télévision, attaquant la police, renversant et incendiant leurs véhicules, et s'emparant apparemment aussi de magasins d'armes. On signale également des pillages de magasins et des actes de vandalisme. Les révolutions ne sont pas des parades de gala...

Le soulèvement ne s'est pas arrêté face au recul rapide du gouvernement, qui a immédiatement annulé les augmentations du GPL et promis des subventions alimentaires, ni face à la dissolution du gouvernement lui-même par le président Tokayev, avec la promesse, non nouvelle, d'un nouveau gouvernement capable d'écouter le peuple. Comme les manifestants algériens le demandent depuis deux ans, les insurgés kazakhs ne se contentent pas d'un changement de personnes, ils demandent de changer le "système" : une demande radicale même si inévitablement vague dans l'alternative proposée, puisque le mouvement manque de direction politique.

En grande difficulté pour réprimer les émeutes, *M. Tokayev* a demandé l'aide des troupes de l'OTSC, l'OTAN de la Russie, que *M. Poutine*, alors engagé dans l'épreuve de force en Ukraine, a rapidement dépêchées. C'est la première fois que l'OTSC mobilise des troupes pour soutenir un État membre. Et elle le fait non pas contre un ennemi extérieur, mais contre une insurrection intérieure. Avec le soutien ouvert du principal parti d'"opposition" parlementaire russe, le parti "communiste" russe super-nationaliste, qui, ignorant la nature ouvrière du soulèvement, a soutenu la thèse selon laquelle le soulèvement était l'œuvre de "terroristes" financés par les gouvernements occidentaux, applaudissant la répression, et a soutenu le déploiement des troupes russes en appelant au renforcement de l'intégration de l'Union économique eurasiennne des États de l'ex-URSS.

De son côté, la Chine a apporté son soutien à Tokayev avec quelques jours de retard, le 7 janvier. Les chancelleries occidentales gardent leurs distances, espérant une solution rapide sans effusion de sang, et dans le " respect des droits de l'homme "... après tout, *Biden* lui-même a félicité Tokayev le 5 décembre à l'occasion du 30e anniversaire de la République kazakhe.

La répression a été extrêmement dure, avec des ordres donnés par Tokayev de tirer à vue sans sommation ; les chiffres officiels font état de 162 morts et de 8000 arrestations, un chiffre qui témoigne du fait que des dizaines de milliers de personnes ont participé aux manifestations, réfutant la théorie selon laquelle il s'agissait de bandes islamistes entraînées à l'étranger. Aucune protestation contre la répression du mouvement n'est venue des "gouvernements démocratiques", ni contre l'envoi de troupes russes. Plusieurs grandes entreprises américaines et européennes, notamment dans les secteurs de l'énergie et des mines, participent depuis des décennies, avec satisfaction et profits, à l'exploitation des énormes ressources naturelles du Kazakhstan (2,7 millions de kilomètres carrés, soit la taille de l'Europe occidentale), à commencer par le pétrole et le gaz, dont les Américains ExxonMobil et Chevron sont les protagonistes, l'italien ENI et le français Total, avec d'importants investissements pour l'exploitation de certains des plus grands gisements du monde et la gestion d'oléoducs et de gazoducs pour l'exportation, rejoints en 2005 par les chinois CNPC (qui a acquis la société d'État Petrokazakhstan) et Sinopec, avec 20 milliards de dollars d'investissements, y compris des oléoducs et des gazoducs vers la Chine. Ce n'est pas tout : le Kazakhstan est le premier producteur mondial d'uranium, avec 40 % de la production mondiale, et ses approvisionnements aux centrales nucléaires du monde entier, notamment aux États-Unis, au Canada et en Europe, mais surtout en Chine, qui en achète environ la moitié, sont connus pour leur régularité et leur fiabilité - que les grèves des travailleurs du secteur et des transports ont

interrompues ces derniers jours, faisant grimper le prix international de l'uranium de 8 %. De même, le gouvernement italien, qui, outre les intérêts prépondérants de l'ENI (avec des intérêts dans les gisements de Karachaganak et de Kashhagan), représente également ceux de plusieurs dizaines d'entreprises dans l'exploitation des travailleurs kazakhs, s'emploie à restaurer l'ordre capitaliste. L'ordre du capital mondial doit revenir régner au Kazakhstan dès que possible et pour l'instant, c'est Tokayev et ses larbins qui le garantissent à tous.

Il y a en fait l'intérêt commun des différents impérialismes à la stabilité du Kazakhstan, avec le souci des impérialismes occidentaux - et vraisemblablement de la Turquie - que l'intervention russe ne brise pas l'équidistance jusqu'ici tenue par le Kazakhstan, et ne laisse pas l'influence russe prévaloir. Contre ce soutien international de facto à la répression de l'insurrection kazakhe, nous exprimons notre entière solidarité avec les travailleurs qui se sont soulevés pour renverser le système politique kazakh dirigé par des milliardaires capitalistes, et qui voit une étroite collaboration entre les multinationales et les entreprises publiques et privées locales, de concert avec le gouvernement, dans l'exploitation de la classe ouvrière kazakhe et des ressources naturelles. La répression sanglante semble avoir réussi, pour l'instant, à écraser le soulèvement à Almaty, et à Mangystau. Les avant-gardes du mouvement d'opposition de classe, bien que décimées par les arrestations, sont confrontées à la nécessité de consolider une tendance anticapitaliste et internationaliste qui perdurera au-delà de la répression. Le fait que le mouvement de soulèvement, bien qu'arborant des drapeaux kazakhs, n'ait pas pris des caractéristiques hostiles à l'égard de la population russophone, favorise sa consolidation en tant que mouvement de classe. Notre tâche consiste à rechercher des liens et à soutenir un tel mouvement.

Plusieurs points doivent encore être éclaircis dans ce qui se passe au Kazakhstan. Pourquoi le tout puissant *Nursultan Nazarbayev* a-t-il été démis de ses fonctions au Conseil de sécurité, dont il s'était fait le président à vie ? Qu'est-ce qui a motivé l'arrestation du chef du Comité de sécurité nationale, Karim Masimov, pour "haute trahison" ? Il est clair qu'un affrontement a lieu entre les dirigeants kazakhs. De quelle nature est cet affrontement ? Nazarbayev, ancien premier ministre de la République du Kazakhstan, puis secrétaire général du parti communiste kazakh à l'époque de l'URSS, est l'un des rares dirigeants à être resté au poste de commandement lors de l'éclatement de l'URSS : Il a utilisé le nationalisme kazakh pour consolider l'indépendance, notamment en déplaçant la population kazakhe vers les régions du nord afin de réduire les Russes (dont beaucoup ont été déportés par Staline) à une minorité (à cette fin, la capitale a été déplacée à *Astana*). Il s'est ouvert aux États-Unis et à l'Europe, sans toutefois compromettre les relations avec Moscou, et a continué à équilibrer les relations avec la Turquie et, surtout, au cours des deux dernières décennies, avec la Chine, qui a le potentiel économique de l'emporter sur la Russie en tant que puissance hégémonique en Asie centrale. Comme ailleurs, la Chine, tout en laissant entrevoir une certaine inquiétude quant à un éventuel renforcement de l'influence russe, maintient une position politique discrète, confirmant son soutien à *Tokayev*, préférant fournir une "assistance économique", même si elle laisse entendre qu'elle pourrait intervenir dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai (qui comprend également la Russie et le Kazakhstan, sous direction chinoise), qui, même si elle n'est pas une véritable alliance, prévoit une coopération contre "le terrorisme, le séparatisme, l'extrémisme".

Nous ne pouvons donc pas exclure que des factions de l'establishment kazakh aient tenté d'utiliser la rébellion des travailleurs du pétrole de la province de Mangystau pour leurs propres manœuvres de pouvoir et différentes options de déploiement international. Ce qui est certain, c'est que la classe ouvrière kazakhe ne trouvera pas d'alliés dans ces factions bourgeoises, divisées sur les choix géopolitiques mais unies pour garantir l'exploitation du prolétariat kazakh. Ses alliés potentiels sont les travailleurs d'autres pays, et la lutte instinctivement révolutionnaire des travailleurs kazakhs

pour renverser le "système" n'est que le dernier exemple qui nous montre la nécessité de travailler à la reconstruction d'un front anticapitaliste international unique sur une base de classe.

Avec les travailleurs kazakhs dans la lutte contre le régime capitaliste autoritaire !

Non à la répression, non à l'intervention de la Sainte Alliance du nouveau tsar !

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !

Tendance révolutionnaire internationaliste